

Résumé des coprésidents

Au-delà de 2020 : prendre le leadership et agir pour réaliser le programme WPS

Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité

Organisée conjointement par l'Uruguay et le Canada

Jeu­di 16 sep­tembre 2021

De 8 h 30 à 11 h (HAE)/New York

Réunion virtuelle, tenue sur Zoom par le Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité et le Secrétariat d'ONU Femmes

Interprétation simultanée en anglais, en français, en espagnol et en langue des signes américaine (ASL)

Introduction

Le présent résumé donne les faits saillants de l'événement de haut niveau du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité qui s'est tenu le 16 septembre 2021 en marge de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui a été organisé par le Canada et l'Uruguay, les coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, avec l'appui d'ONU Femmes en tant que secrétariat du Réseau. Des intervenants de haut niveau représentant les membres du Réseau et des représentants de la société civile ont discuté du thème « **Au-delà de 2020 : prendre le leadership et agir pour réaliser le programme WPS** » en faisant part de leurs réflexions sur les leçons apprises et les pratiques exemplaires mises au point en tant que réseau en 2020 et 2021. En particulier, les membres du Réseau ont souligné leur propre leadership et leur propre action en ce qui concerne les FPS, en mettant l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux axés sur les incidences, ainsi que sur le soutien et la protection des femmes artisanes de la paix. Les représentants de la société civile ont présenté leurs points de vue sur ces questions et cerné les lacunes dans la mise en œuvre du programme pour les FPS. Le Canada et l'Uruguay ont également cédé officiellement la coprésidence du Réseau à la Suisse et à l'Afrique du Sud, qui coprésideront le Réseau en 2022. Une [vidéo](#) du Secrétariat a présenté les faits saillants des réalisations du Réseau en 2020-2021 sous la coprésidence du Canada et de l'Uruguay.

RÉSUMÉ

Pravina Makan-Lakha, conseillère en matière de femmes, de paix et de sécurité au Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD), a animé l'événement et a souligné l'histoire du Réseau, ainsi que des exemples de leadership et d'adaptabilité dans la mise en œuvre du programme pour les FPS.

Pramila Patten, directrice générale par intérim d'ONU Femmes et représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a prononcé des observations liminaires et a affirmé qu'ONU Femmes continuait d'appuyer le Réseau en tant que secrétariat. Elle a souligné que 21 ans après l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de 9 autres résolutions sur les FPS, 50 % des États membres de l'ONU ont adopté des plans d'action nationaux sur les FPS et 12 organisations régionales ont adopté des plans d'action sur les FPS ou des stratégies connexes. En 2020, ONU Femmes a aidé près de 1 300 organisations de la société civile à influencer les processus de paix pour faire progresser l'égalité

entre les sexes. Mme Patten a demandé à tous les membres du Réseau de continuer à œuvrer en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles dans le monde entier en ces temps complexes de pandémie, de conflit et de crise dans des contextes tels que l'Afghanistan, Haïti, le Myanmar, la Syrie, le Yémen et partout dans le monde. Nous devons continuer de tirer parti de l'engagement collectif pour combler les lacunes du programme pour les FPS.

Remarques des membres de la troïka au niveau des ministres et des hauts responsables

Carolina Ache Batlle, vice-ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, a fait remarquer que le Canada et l'Uruguay collaboraient étroitement et de façon continue en tant que coprésidents du Réseau pendant la période turbulente de la pandémie de COVID-19 qui a touché les femmes, la paix et la sécurité sous différents angles. Il s'agit du racisme, de la xénophobie, de la sécurité économique ou de la santé. En faisant preuve de souplesse et en utilisant des méthodes créatives, comme la création du site Web du Réseau, le Réseau a pu poursuivre ses réunions en ces temps complexes et augmenter le nombre de membres. Carolina Ache Batlle a souligné l'importance des approches régionales pour la mise en œuvre du programme pour les FPS, sur lesquelles l'Uruguay prévoit continuer de travailler avec le Canada. La vice-ministre a souligné les progrès réalisés dans l'élaboration du plan d'action national pour les FPS de l'Uruguay et a exprimé sa gratitude pour l'appui du Réseau, d'ONU Femmes et de la société civile à cet égard. L'Uruguay entend poursuivre ses efforts en vue de promouvoir les droits des femmes non seulement dans les situations de conflit et d'après conflit, mais également dans la construction de sociétés pacifiques et inclusives. L'Uruguay est déterminé à faire participer davantage de femmes aux opérations de paix et aux forces de police ainsi qu'aux processus de paix, de négociation et de médiation. Elle a invité la communauté internationale à poursuivre une initiative créative, résiliente et cohérente afin de continuer à s'engager sur la voie de la mise en œuvre du programme pour les FPS.

Jacqueline O'Neill, ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et de la sécurité, reconnaît les défis et les possibilités de travailler pendant une coprésidence qui a eu lieu principalement en ligne, mais souligne à quel point le Canada a réellement profité du fait que l'Uruguay soit un coprésident et partenaire de confiance. Elle a souligné l'importance d'une mise en œuvre véritablement inclusive, accessible, intersectionnelle et soutenue des engagements liés aux FPS. Cela signifie davantage d'investissements dans la prévention des conflits et une plus grande participation de diverses femmes à la médiation et à la négociation. Il doit également y avoir une véritable responsabilité, en particulier pour les victimes de violence sexuelle liée au conflit. Nous devons aussi voir un financement beaucoup plus important et prévisible pour les femmes artisanes de la paix. Dans l'ensemble, il faut une réponse réflexe automatique à l'échelle de tous nos systèmes afin de mettre constamment l'accent sur les femmes, la paix et la sécurité, en particulier pendant les crises. Elle a conclu en reconnaissant combien ce Réseau a appris en incluant la société civile.

Neville Gertze, représentant permanent de la Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies, a commencé son discours en mettant l'accent sur l'incidence de la COVID-19 en tant que pandémie qui offrait une perspective importante pour comprendre les conflits et l'instabilité et y réagir. Les effets différenciés des conflits et des crises sur les femmes et les filles sont devenus de plus en plus évidents, tout comme la nécessité de placer les femmes au centre des efforts visant à freiner la pandémie et à instaurer une paix durable. Il a souligné que le lancement du Centre international des femmes pour la paix de Namibie en octobre 2020 était l'une des occasions pour la Namibie de collaborer avec divers

intervenants et partenaires à l'élaboration de stratégies opérationnelles visant à atteindre l'objectif de promotion du réseautage, du partenariat, du renforcement des capacités et de la formation en matière de FPS ainsi que des dialogues en ligne. Il a annoncé l'intérêt et l'engagement de la Namibie à réduire les taux de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre qui ont augmenté en raison de la pandémie.

Livia Leu, secrétaire d'État du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, a souligné que les femmes devraient être présentes aux tables de négociation. Elle a ajouté que leur participation pleine, égale et significative aux processus de paix devrait être systématique et incontestable. Ce principe est l'une des priorités de la politique étrangère de la Suisse. Elle a également insisté sur l'importance du travail des organisations de la société civile qui sont en première ligne lorsqu'elles interviennent dans les conflits et les crises. Elle a souligné que le rôle et l'inclusion de la société civile dans les processus de paix devaient être renforcés. Elle a expliqué de quelle façon les groupes de femmes et la société civile suisses ont joué un rôle clé dans le suivi et la mise en œuvre du quatrième plan d'action national sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Elle a conclu en faisant part de l'enthousiasme de la Suisse à coprésider le Réseau avec l'Afrique du Sud en 2022 et de leur engagement mutuel à placer la médiation et le dialogue au centre des priorités.

Mathu Joyini, représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, a souligné l'engagement de l'Afrique du Sud à l'égard du programme pour les FPS, ainsi que la coprésidence du Réseau des coordonnateurs avec la Suisse. L'Afrique du Sud a adopté son premier plan d'action national sur les FPS pour 2022-2025, qui tient compte des réalités locales et de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que des responsabilités régionales, continentales et mondiales dans le domaine des FPS. Elle mentionne que l'Afrique du Sud a lancé l'initiative de Charlotte Maxeke en faveur de la justice et des droits économiques des femmes africaines en août 2021 dans le cadre des engagements pris par l'Afrique du Sud lors du Forum Génération Égalité. L'Afrique du Sud continuera également d'appuyer les programmes annuels de formation des jeunes et des femmes sur la médiation et la négociation en matière de résolution des conflits. Ces programmes s'adressent aux femmes et aux jeunes en Afrique et mettent l'accent sur la localisation des efforts et des interventions de consolidation de la paix. Elle a souligné le travail du réseau des femmes médiatrices Gertude Shope, composé de femmes sud-africaines de tous les secteurs de la société. En plus d'abriter un chapitre national de FemWise-Africa, le réseau a une table de négociations pour la paix pour les femmes qui met l'accent sur les femmes leaders dans le processus de construction, de cohésion sociale et de réconciliation.

INTERVENTIONS DES MEMBRES

Bineta Diop, envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, a indiqué que 50 % des membres de l'Union africaine ont adopté des plans d'action nationaux et que l'Union africaine ne s'arrêtera pas avant que 100 % des membres aient de tels plans. En outre, elle a souligné le succès du cadre continental des résultats en tant qu'outil de surveillance et de responsabilisation pour combler l'écart entre les politiques et leur mise en application. Lorsque l'on a commencé la surveillance à l'aide du cadre continental des résultats en 2018, seulement 9 États membres ont produit des rapports, tandis qu'en 2019, 20 États membres et 3 communautés économiques régionales ont produit des rapports. Elle a souligné que l'Union africaine continuerait de plaider en faveur d'un rapport

complet et responsable et qu'un deuxième rapport sera bientôt publié avec des données provenant du cadre continental de résultats.

Helga Maria Schmid, secrétaire générale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour inverser la tendance à l'inégalité entre les sexes, en particulier depuis la pandémie de COVID-19. Elle a également attiré l'attention sur la situation en Afghanistan, où les acquis de 20 ans en matière de droits des femmes doivent être protégés. Elle a décrit les engagements fermes de l'OSCE en faveur de la promotion de l'égalité entre les sexes qui sont intégrés dans le plan d'action de l'OSCE de 2004. Dans plus de 40 décisions subséquentes du conseil ministériel et dans le cadre des efforts considérables déployés par l'OSCE pour intégrer une perspective d'égalité entre les sexes dans le cycle de conflit, les engagements visant à réaliser l'égalité entre les sexes ont été renforcés, le programme FPS étant l'une des pierres angulaires du travail visant à promouvoir l'égalité entre les sexes. Elle a estimé qu'il était essentiel d'offrir du soutien aux médiatrices et de les aider à renforcer leur confiance et leurs compétences grâce à une plateforme de réseautage à venir pour les médiatrices. Elle a mentionné que l'OSCE est fière d'être un membre catalyseur du Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire (FPS-AH) et qu'elle s'attachera à appuyer les domaines prioritaires du Pacte, à savoir la participation pleine, égale et significative des femmes et l'inclusion de dispositions relatives à l'égalité des sexes dans les processus de paix.

Ulyana Bogdanska, directrice générale bulgare des affaires mondiales, a souligné l'engagement de la Bulgarie à promouvoir la participation des femmes dans tous les domaines de la vie sociale, politique et économique. Elle a indiqué que la Bulgarie se trouvait maintenant au 38^e rang de l'indice de la parité entre les genres en 2021 et qu'elle offrait également des postes de direction et l'un des meilleurs régimes de congés de maternité payés aux femmes. La Bulgarie a également adopté son premier plan d'action national pour les FPS pour 2020-2025 avec l'appui du Réseau, en particulier l'Irlande qui a fait part de pratiques exemplaires et de conseils pour l'élaboration du plan.

Rebecca Annie Kenda Bakajika, directrice des services juridiques, coordonnatrice nationale pour la mise en œuvre de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo a réalisé des progrès importants en ce qui concerne la participation des femmes : en moins de deux ans, le taux de participation des femmes au sein du gouvernement est passé de 12 % à 27 %. La mise en œuvre des plans d'action nationaux ne peut être couronnée de succès sans financement. Afin d'obtenir des ressources financières, une structure appelée Fonds de fiducie pour la résolution 1325 a été mise en place pour aider le gouvernement de la République démocratique du Congo et les ONG, en particulier les ONG nationales, à prendre des mesures en faveur de la promotion des FPS aux niveaux national et provincial, en mettant particulièrement l'accent sur les domaines définis dans le plan d'action national. Pour faire progresser la mise en œuvre du programme pour les FPS, elle a recommandé les réformes du secteur de la sécurité et des lois électorales afin d'éliminer les dispositions discriminatoires ainsi que la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle. Elle a également souligné l'importance du lien entre le programme pour la jeunesse, la paix et la sécurité et le programme pour les FPS. Reconnaissant l'appui de la société civile, elle a invité ces organisations à continuer de promouvoir la correction de certaines dispositions discriminatoires des lois qui entravent la participation des femmes aux instances décisionnelles tout en sensibilisant les populations locales aux plans d'action nationaux. Enfin, elle demande instamment aux

partenaires techniques et financiers de prendre en charge et d'appuyer la mise en œuvre du programme pour les FPS en mettant en œuvre le Fonds de fiducie pour la résolution 1325, en rassemblant le Groupe des amis de la résolution 1325 et en appuyant les mécanismes de coordination pour la surveillance et la mise en œuvre du programme pour les FPS.

Helga Barth, directrice des droits de la personne, du développement international et de la santé mondiale de l'Allemagne, a souligné que l'établissement de liens entre la consolidation de la paix multilatérale, bilatérale et locale est un élément essentiel de la stratégie pour les FPS de l'Allemagne, tel qu'il est mentionné dans son troisième plan d'action national sur les FPS adopté au début de 2021. Elle a annoncé que depuis la fin de la récente adhésion de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU en 2021, l'Allemagne met l'accent sur la mise en œuvre du programme pour les FPS, y compris la résolution 2467, dans les situations de crise et dans les forums multilatéraux. L'Allemagne vise également à continuer d'appuyer la participation des femmes dans les situations de conflit et de crise, ainsi qu'à mettre en œuvre des solutions axées sur les survivants et à intégrer la responsabilisation comme deux domaines fondamentaux de la résolution 2467. En outre, elle a souligné qu'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes serait essentielle pour faire face à la situation en Afghanistan. L'Allemagne a accru son appui au cas de l'Afghanistan et de ses pays voisins en élargissant ses programmes et en permettant aux femmes artisanes de la paix et défenseuses des droits de la personne de chercher refuge en Allemagne pour des séjours temporaires. Elle a mentionné que l'Allemagne exigeait que les talibans respectent les droits fondamentaux de la personne et les droits des femmes et des minorités. Elle a invité les membres à réfléchir au partenariat dans leur approche face à un nouveau gouvernement en Afghanistan, en particulier dans le domaine du développement international et de l'aide internationale.

Mavic Cabrera Balleza, fondatrice et directrice générale du Réseau mondial des femmes pour la consolidation de la paix (RFCOPA), a partagé des exemples d'efforts déployés par le RFCOPA au moyen de différentes formes de soutien au programme pour les FPS, allant de l'élaboration de protocoles de protection pour les femmes et les jeunes artisans de paix à la tenue de consultations à l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux sur les FPS. Elle souligne qu'il est dans l'intérêt des États membres, de l'ONU et de tous de veiller à ce que la société civile, les femmes et les jeunes de la région soient des partenaires égaux dans la mise en œuvre du programme pour les FPS. Les représentants de la société civile mettent souvent leur vie en danger lorsqu'ils mettent en œuvre ce programme. Les femmes artisanes de la paix brisent le cloisonnement et incarnent les trois volets du programme international en tant que défenseuses des droits de la personne et militantes de la ligne de front humanitaire. Les femmes et les filles dirigent la mise en œuvre efficace du programme pour les FPS, même lorsqu'elles sont fortement sous-financées. Elle a fait remarquer que les organisations régionales et les donateurs reconnaissent la contribution de la société civile à la table des négociations. Pourtant, année après année, bien que des engagements exceptionnels soient pris pour soutenir la société civile, protéger les femmes artisanes de la paix et les défenseuses des droits de la personne, écouter des engagements vides est frustrant. Elle a exprimé l'espoir que la prochaine fois que le Réseau se réunira, tout le monde sera inspiré par des réalisations collectives.

Áin Hearn, directrice, Unité de résolution des conflits, Département des affaires étrangères de l'Irlande, a souligné l'érosion des droits des femmes pendant la pandémie. En 2020, l'Irlande a mené des recherches en partenariat avec ONU Femmes et le Réseau mondial des femmes pour la consolidation de la paix afin d'évaluer l'incidence de la pandémie sur la capacité des femmes artisanes de la paix de

travailler à des consultations locales avec des femmes d'Irlande du Nord, d'Afrique du Sud, d'Ouganda et de Colombie. Elle a souligné les défis, notamment le manque de ressources, le financement, l'accès limité aux technologies numériques et la réduction de l'espace de la société civile. Un financement plus souple et prévisible est également important. Depuis que l'Irlande a siégé au Conseil de sécurité en janvier, il est devenu une priorité d'intégrer les considérations liées aux FPS dans l'ensemble du pays, les questions thématiques et les dossiers de maintien de la paix, notamment en coprésidant des groupes informels d'experts sur les FPS avec le Mexique et en mettant en lumière la situation de l'Afghanistan et d'autres priorités nationales. Elle a également souligné l'importance d'une participation pleine et significative des femmes aux processus de paix, rappelant que l'Irlande et le Mexique ont organisé un événement intitulé « Appel à montrer l'exemple : assurer la participation pleine, égale et significative des femmes aux processus de paix dirigés par l'ONU » à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

Anne Goedert, ambassadrice itinérante du Luxembourg pour les droits de la personne, a reconnu l'importance des responsabilités que doivent assumer tous les États membres pour mettre en œuvre le programme pour les FPS, en particulier dans le contexte de la pandémie qui a exacerbé la situation en ce qui concerne la pleine réalisation des droits des femmes et l'égalité entre les sexes dans différents secteurs et différentes régions. Elle a poursuivi en indiquant que le Luxembourg est en train d'établir un premier rapport à mi-parcours sur son premier plan d'action national pour les FPS – 2018-2023 avec l'appui de la société civile. Le plan repose sur une démarche pangouvernementale et comprend des dimensions tournées vers l'extérieur, en particulier en ce qui concerne les aspects liés à la diplomatie, au développement et à la défense, et des dimensions tournées vers l'intérieur, qui concernent plutôt la justice, l'immigration, la santé et la sécurité nationale. Elle a ajouté que le Luxembourg poursuit une stratégie axée sur l'égalité des sexes afin d'intégrer systématiquement l'égalité des sexes dans l'aide publique et le développement international, qui s'appuie sur 1 % de son PIB. En 2021, le Luxembourg a été engagé comme membre catalyseur du Pacte FPS-AH, lancé dans le cadre du Forum Génération Égalité. Le Luxembourg s'est également joint au Groupe des amis des femmes du Sahel. Les engagements susmentionnés ont été réalisés dans le cadre de la politique étrangère féministe luxembourgeoise.

Cecilia Attard-Pirotta, ambassadrice de Malte pour les femmes, la paix et la sécurité, a souligné que Malte a adopté son premier plan d'action national sur les FPS en 2020 pour la période 2020-2025, et qu'elle s'emploie actuellement à sensibiliser les gouvernements, à établir des partenariats et à combler les lacunes du programme pour les FPS en mobilisant la société civile et le milieu universitaire et en créant une coalition intergouvernementale dans les situations de conflit et les sociétés pacifiques. Elle a souligné les préoccupations de Malte concernant la situation en Afghanistan. Malte a également exprimé son appui à des plateformes comme le Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS afin de tirer le meilleur parti de l'apprentissage par les pairs, de la communication et du renforcement des capacités.

Pascalie Grotenhuis, directrice du Département du développement social et ambassadrice des Pays-Bas pour les droits des femmes et l'égalité des genres, a attiré l'attention sur la situation complexe de crise et de conflit en Afghanistan et a souligné l'importance de travailler collectivement à la mise en œuvre du programme pour les FPS à tous les niveaux. Elle a fait mention de l'expérience positive des Pays-Bas avec le Réseau dans l'élaboration de son plan d'action national, ainsi que des discussions sur les questions émergentes et des collaborations avec les membres du Réseau. Ces collaborations ont

permis d'acquérir des connaissances et des compétences sur le renforcement de la responsabilisation, du suivi et de l'évaluation, ainsi que d'établir un dialogue étroit avec la société civile, les organisations non gouvernementales, les organisations dirigées par des femmes et les défenseurs des droits de la personne. Elle a encouragé les membres du Réseau à faire part non seulement des pratiques exemplaires, mais également des défis auxquels ils sont confrontés dans la mise en œuvre du programme pour les FPS dans différents pays, en suggérant que le Réseau entreprenne également un dialogue par l'intermédiaire de petits groupes thématiques et de donateurs.

André Mundal, ambassadeur et représentant spécial pour les femmes, la paix et la sécurité au ministère norvégien des Affaires étrangères, a souligné l'importance d'une participation pleine, égale et significative des femmes dans tous les domaines de la vie et les lacunes dans la mise en œuvre. Il a fait remarquer que la Norvège, comme de nombreux autres pays, peut faciliter, financer et promouvoir la mise en œuvre du programme pour les FPS, mais qu'elle ne peut pas remplacer un manque de volonté politique ailleurs ni faire de promesses qu'elle n'est pas en mesure de tenir. Il a souligné l'importance de l'action par rapport aux paroles et a invité les États membres à travailler à l'élaboration de plans d'action nationaux pour les FPS, à se joindre au Pacte FPS-AH en tant que signataires et à s'engager à travailler en étroite collaboration avec la société civile. Dans l'ensemble, il a insisté sur le fait que tout le travail sur les FPS doit être effectué dans l'espace stratégique en accordant une attention particulière à la composition des délégations, aux signaux et aux messages donnés et en tenant compte des perspectives intérieures et extérieures.

Charles Vandi, directeur de l'égalité des genres au ministère du Bien-être social, du genre et de l'enfant de la Sierra Leone, décrit l'engagement ferme de la Sierra Leone à l'égard du programme pour les FPS en élaborant sur les mesures prises pour recruter des femmes dans les forces armées de la République de Sierra Leone à divers niveaux. Il a souligné la désignation d'une femme au poste d'inspecteur général adjoint de la police, laquelle encourageait une plus grande participation des femmes dans différents secteurs de la société, en particulier dans les forces armées. Il a également rappelé que la Sierra Leone est membre du conseil d'administration du Pacte FPS-AH.

Saumya Uma, membre du conseil d'administration du Women's Regional Network et professeure de droit à la Jindal Global Law School, en Inde, a expliqué les risques que les femmes prennent lorsqu'elles sont ciblées pour leur importante contribution à la paix, à la sécurité et à la justice dans différents rôles, comme les juges, les avocates, les professionnelles de la santé, les universitaires et les éducatrices, les journalistes, les défenseuses des droits de la personne, celles qui recherchent la justice et les artisanes de la paix communautaire. Elle a souligné que le fait pour des femmes d'assumer des rôles non traditionnels les rend très vulnérables aux tactiques militarisées et aux confrontations ouvertes mettant leur vie en danger et les rend susceptibles de devenir des cibles directes d'assassinat et de violence, y compris, mais sans s'y limiter, la violence sexuelle et sexiste, les crimes d'honneur, les attaques à l'acide, les arrestations et les détentions arbitraires pour blasphème et d'autres lois répressives, la torture en détention, les viols et les exécutions extrajudiciaires, la cyberviolence ainsi que les violences ciblées par des acteurs étatiques et non étatiques. Son récit souligne le fait que, malgré les luttes, les femmes ont exercé leur pouvoir, revendiqué leurs droits, amplifié les voix des femmes au niveau communautaire, soutenu les efforts des femmes pour la paix, la justice et la responsabilisation et ont combattu le patriarcat et la misogynie profondément ancrés à tous les niveaux avec résilience et courage, afin de bâtir des sociétés pacifiques et justes. Elle a invité les membres du Réseau à prendre des mesures pour appeler les gouvernements sud-asiatiques à honorer leurs obligations nationales et internationales en

matière de droits de la personne, à appliquer la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres résolutions connexes. Elle a encouragé les membres à s'exprimer collectivement pour mettre fin aux tensions actuelles dans la région, promouvoir les initiatives transfrontalières de consolidation de la paix et de recherche de la justice, intégrer les voix des femmes et leur leadership à tous les niveaux des discours juridiques et politiques, des négociations de paix et des processus décisionnels, ainsi qu'à lutter contre la discrimination et l'exclusion des femmes. Elle a conclu qu'il était nécessaire de continuer à inclure les organisations et les réseaux régionaux de défense des droits des femmes d'Asie du Sud dans des événements de haut niveau afin de faire connaître les préoccupations des femmes qui œuvrent pour la paix dans la région.

Ahood Abdulla Al Zaabi, directrice du Département des Nations Unies au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, a annoncé le lancement, en mars 2021, du premier plan d'action national sur les FPS pour 2021-2024 des Émirats arabes unis, ce qui en fait le premier pays du Golfe à adopter un tel plan. Elle a souligné que le plan s'appuyait sur des politiques nationales et étrangères donnant la priorité à l'égalité des sexes et qu'il comprenait des objectifs à court et à long terme visant à promouvoir la participation des femmes et à maintenir la consolidation de la paix, la sécurité et la politique. Le plan s'attache également à renforcer l'aide humanitaire destinée aux femmes et aux filles afin de leur assurer un accès égal à l'éducation, aux soins de santé et à l'économie, tout en les protégeant contre la violence sexiste et d'autres formes d'abus sexuels. Elle a souligné un exemple de la réussite des Émirats arabes unis quant au programme d'études tenant compte du genre à l'école militaire Khawla bint Al Azwar, qui a été utilisé pour former plus de 300 personnes de différentes régions afin de contribuer au maintien de la paix, à la consolidation de la paix et aux opérations militaires. Elle a mentionné qu'en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité pour 2022-2023, les Émirats arabes unis continueront de défendre le programme pour les FPS en partenariat avec les membres du Réseau.

Alice Burt, directrice adjointe du bureau des conflits, de la stabilisation et de la médiation et du bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, a commencé son discours en attirant l'attention sur le cas de l'Afghanistan et la nécessité du programme pour les FPS, la fragilité des droits de la personne et l'importance de la collaboration internationale pour réaliser ce travail. Elle a également souligné l'importance de la protection des femmes artisanes de la paix en tant que responsabilité morale de protéger, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du programme pour les FPS. Elle a indiqué que la protection des femmes artisanes de la paix est une priorité pour le gouvernement du Royaume-Uni et que le Royaume-Uni a financé et soutenu le cadre de protection du réseau International Civil Society Action Network (ICAN) pour la protection des femmes artisanes de la paix, tout en encourageant les États à adhérer à ce cadre. Elle a expliqué l'importance de lutter contre la violence sexuelle, en mentionnant le cas du Tigré, et de plaider en faveur de la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et de la riposte à celle-ci, de l'aide aux survivants et du renforcement des mécanismes de responsabilisation. Le Royaume-Uni élabore son cinquième plan d'action national sur les FPS et vise à démontrer son incidence sur le terrain tout en renforçant les cadres normatifs sur les FPS et les engagements au Conseil de sécurité.

Gayatri Patel, vice-présidente de la Commission des femmes réfugiées, a exprimé sa gratitude pour les 21 années de solidarité pour appuyer l'idée du leadership des femmes et de leur participation à la paix et à l'action humanitaire. Elle a souligné la nécessité d'assurer une planification et une affectation de ressources efficaces à l'égard des principes des FPS et d'institutionnaliser ces principes dans les

structures nationales et mondiales en tant qu'outils permettant de concrétiser cette vision. Relatant l'expérience de la Commission des femmes réfugiées avec une population déplacée se heurtant souvent à de multiples obstacles et discriminations, elle a expliqué que ces femmes ne sont souvent pas reconnues pour le rôle important qu'elles jouent en tant qu'artisans de la paix et humanitaires. Elles sont encore régulièrement exclues des discussions sur la paix, des programmes d'aide et de la reconstruction dans leurs propres communautés. Elle a invité le Réseau à prendre des mesures essentielles dans quatre domaines pour appuyer le leadership et la participation des femmes. Premièrement, en prenant des mesures proactives pour assurer la participation pleine, égale et significative de diverses femmes artisans de la paix, afin qu'elles puissent influencer l'issue des négociations. Cela signifie qu'il faut consulter les femmes dès le début afin de cerner et de surmonter les obstacles à leur participation, y compris les défis propres au contexte qui mènent à leur exclusion. Il faut aussi donner l'exemple en invitant diverses femmes à faire partie des délégations nationales et en veillant à ce que leur rôle aille au-delà de la représentation symbolique, qu'il s'agisse d'un engagement réel et significatif. Deuxièmement, en institutionnalisant la participation des femmes qui ne devrait pas être ponctuelle ni dépendre de certaines personnes qui l'exigent; il devrait s'agir d'une attente normalisée et régulière en matière de prise de décisions et de consolidation de la paix. Il est grand temps et l'ONU doit faire de la participation directe de diverses femmes une exigence dans tous les processus de paix menés ou codirigés par l'ONU. Troisièmement, en écoutant les femmes artisans de la paix et en appuyant et en finançant leur travail en temps de crise. Mme Gayatri Patel a alors souligné le cas de l'Afghanistan comme un exemple où les voix des femmes sont ignorées et leurs droits échangés. Il est essentiel de veiller à ce que le financement soit souple et accessible, notamment au moyen de mécanismes comme le Fonds des femmes pour la paix et l'aide humanitaire. Finalement, elle a recommandé que les plans d'action nationaux soient conçus de manière inclusive, avec un engagement rapide, étendu et réel d'un large groupe de la société civile, y compris les organisations de la société civile dirigées par des femmes, et que les ressources allouées soient suffisantes pour leur mise en œuvre.

MOT DE LA FIN

Gwyn Kutz, directrice générale du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, Affaires mondiales Canada, souligne l'importance d'appliquer une approche ouverte et honnête afin de réaliser de réels progrès dans la mise en œuvre du programme pour les FPS. Les coprésidents du Canada et de l'Uruguay ont travaillé en étroite collaboration pour créer un environnement d'inclusion, de respect et de confiance dans tous les événements du Réseau. Au cours des 2 dernières années, les coordonnateurs du programme pour les FPS et les partenaires de la société civile ont discuté des progrès réalisés au cours des 20 dernières années en ce qui concerne les FPS et de nombreux défis qui demeurent. La pandémie de COVID-19 a modifié la modalité de fonctionnement du Réseau, passant des activités en personne aux activités en ligne, mais cela a permis aux coordonnateurs de se rencontrer plus fréquemment et a favorisé une participation plus inclusive et diversifiée. Les coordonnateurs ont eu davantage d'occasions d'apprendre directement des femmes qui œuvrent pour la paix à l'échelle locale et de bénéficier de l'orientation des spécialistes et des experts en matière de FPS afin de s'assurer que les plans d'action et les stratégies en matière de FPS sont axés sur les résultats et l'incidence. En réfléchissant aux leçons apprises en matière de leadership et d'action pour les FPS, Gwyn Kutz a dit que trois mots lui viennent à l'esprit : persévérance, résilience et humilité. Nous faisons souvent face à des défis importants et accablants en ce qui concerne les FPS, mais nous sommes déterminés à persévérer. Il

est important d'effectuer notre travail avec humilité. Nous devons aller à la rencontre des femmes qui luttent pour leurs droits et les écouter réellement. C'est également un grand privilège de participer et de collaborer au sein d'une communauté de pratique mondiale pour les femmes, la paix et la sécurité aussi forte et résiliente. Elle invite les coordonnateurs à profiter de la bibliothèque de ressources sur les FPS hébergée sur le nouveau site Web des coordonnateurs. En conclusion, elle a exprimé sa gratitude aux membres d'ONU Femmes et de la troïka pour leur solide appui pendant la coprésidence du Canada et de l'Uruguay et elle a félicité la Suisse et l'Afrique du Sud qui assumeront la coprésidence en 2022, en affirmant que le Réseau restera entre de bonnes mains.

La ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay Noelia Martínez Franchi, ancienne directrice des affaires multilatérales, a exprimé sa gratitude au Canada pour sa collaboration étroite pendant une période complexe de coprésidence, et remercié ONU Femmes et les membres du Réseau pour leurs engagements à l'égard de la mise en œuvre du programme pour les FPS. Elle a souligné l'importance d'apprendre des différents membres du Réseau et de la capacité pour l'Uruguay d'élaborer son premier plan d'action national sur les FPS. Elle estime que d'élargir la mise en œuvre du programme pour les FPS de l'échelle nationale à l'échelle régionale et internationale revêt une grande importance. Elle a conclu en rappelant l'importance de passer de la rhétorique à l'action et que cela constitue l'un des principaux objectifs de la coprésidence de l'Uruguay et du Canada, que l'Afrique du Sud et la Suisse poursuivront.

Madiapetsana Charlotte Lobe, directrice des opérations par intérim du Département des relations et de la coopération internationales (DIRCO) de l'Afrique du Sud, a commencé son discours en évoquant les expériences recueillies et communiquées à la troïka et aux membres du Réseau ces dernières années, en particulier pendant la pandémie. Elle a mentionné le rôle essentiel que les femmes jouent en matière de paix et de sécurité dans des contextes de conflit et sans conflit, ainsi que dans les situations d'après conflit. Elle a expliqué la coopération étroite de la Suisse et de l'Afrique du Sud avec les organisations régionales pour assurer le succès des travaux du Réseau, en particulier le plan de l'Afrique du Sud pour une collaboration étroite avec le Bureau de l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, afin de tendre la main aux autres membres de l'UA et de les mobiliser en faveur du programme pour les FPS et de veiller à ce que davantage d'États membres s'engagent dans les travaux du Réseau. La coprésidence à venir est l'occasion de proposer des actions concrètes, audacieuses et transformatrices qui contribueront à faire en sorte que l'Afrique évolue de manière pacifique en sortant des conflits grâce à la participation des femmes à la paix dans leurs communautés. Le Plan d'action national pour les FPS de l'Afrique du Sud est un produit du gouvernement et de la société civile. Il a également aidé l'Afrique du Sud à sensibiliser et à ouvrir un espace de discussion et d'échange d'information, ainsi qu'à organiser des séminaires et des séances de formation sur les FPS. Soulignant la dimension intergénérationnelle du travail de l'Afrique du Sud, elle a insisté sur la poursuite de l'investissement dans les femmes et les jeunes de l'Afrique par la formation sur la résolution des conflits, la médiation et la négociation, en raison du fait que la population africaine est constituée de 52 % de femmes et de 60 % de jeunes. L'Afrique du Sud tiendra une réunion régionale pour le Réseau des coordonnateurs pour les FPS les 30 et 31 juillet 2022, qui marquera également la célébration de la Journée panafricaine des femmes.

Talia Wohl, conseillère principale pour les femmes, la paix et la sécurité, département fédéral des affaires étrangères, secrétariat d'État, Division Paix et droits de l'homme de la Suisse, a commencé son discours en exprimant un grand enthousiasme à l'égard de la coprésidence du Réseau au cours de l'année à venir. Elle a souligné que le programme pour les FPS était l'une des stratégies de politique

étrangère de la Suisse et que le Réseau était l'un des outils les plus importants pour la mise en œuvre de ce programme en raison de la richesse des connaissances et de l'expérience qui y sont rassemblées. Elle a encouragé le partage ouvert des préoccupations et des points de vue des membres du Réseau et a souligné que l'inclusion était au cœur de l'approche suisse. Dans l'espoir de nouvelles conditions favorables à une réunion en personne, elle a annoncé que la réunion capitale du Réseau des coordonnateurs était prévue les 18 et 19 mai 2022 à Genève, en Suisse. Pour conclure, elle a exprimé le vif intérêt de la Suisse à collaborer étroitement avec les membres du Réseau, en particulier les membres de la troïka, ainsi que l'Afrique du Sud en tant que coprésidente entrante, avec le soutien et la coordination d'ONU Femmes afin de trouver des solutions créatives et novatrices pour surmonter les défis liés à la mise en œuvre du programme pour les FPS.

Contexte

Le Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité a été lancé en septembre 2016 comme forum exceptionnel pour permettre aux représentants nationaux et régionaux (les coordonnateurs) d'échanger leurs pratiques exemplaires et les leçons apprises dans le programme pour les FPS. Le Réseau compte 89 membres issus d'États membres des Nations Unies et d'organisations régionales. Les coordonnateurs sont responsables de la mise en œuvre du programme pour les FPS (souvent au moyen de plans d'action et de stratégies nationales sur les FPS) au sein de leurs gouvernements et organisations régionales respectifs. Les Nations Unies et la société civile jouent également un rôle actif dans le Réseau, ONU Femmes faisant office de secrétariat.

Le Canada et l'Uruguay sont les coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité pour 2020 et 2021. En raison des répercussions de la pandémie de COVID-19, la réunion annuelle du Réseau a été remplacée par une série de rencontres en ligne au printemps, à l'été et à l'automne. Ces séances en ligne portent sur deux thèmes principaux : le soutien des femmes qui œuvrent pour la paix et leur protection, et le pouvoir des plans d'action nationaux axés sur les incidences.



Ce symbole d'amitié célèbre le partenariat entre le Canada et l'Uruguay en tant que coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en 2020 et 2021 et représente l'esprit de collaboration et de coopération. Conçu par le graphiste uruguayen Gabriel Benderski, le symbole s'inspire également de la plante à fleurs indigène du nom de quatre-temps, que l'on trouve dans toutes les régions du Canada, ainsi que de la palette de couleurs combinées des drapeaux nationaux du Canada et de l'Uruguay.